La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Juin 2003 : excédent budgétaire de 2,6 milliards de dollars

Le gouvernement a enregistré un excédent budgétaire de 2,6 milliards de dollars en juin 2003, comparativement à un excédent recalculé de 3,8 milliards en juin 2002. D'importants excédents sont habituellement dégagés en juin, principalement sous l'effet de l'inclusion des acomptes provisionnels trimestriels de l'impôt sur le revenu des particuliers. Cette réduction de 1,2 milliard de dollars du solde budgétaire d'une année sur l'autre s'explique par la baisse des revenus budgétaires (0,5 milliard) et par la hausse des dépenses de programmes (0,9 milliard), le tout neutralisé en partie par la baisse des frais de la dette publique (0,2 milliard).

D'avril à juin 2003 : excédent budgétaire de 3,2 milliards de dollars

L'excédent budgétaire estimatif pour la période d'avril à juin 2003 s'établit à 3,2 milliards de dollars, en baisse de 0,2 milliard par rapport à l'excédent de 3,4 milliards enregistré pour la période correspondante de 2002-2003. Parmi les principales composantes, les revenus budgétaires ont augmenté de 1,5 milliard de dollars, les dépenses de programmes ont progressé de 2,3 milliards, tandis que les frais de la dette publique ont baissé de 0,6 milliard.

Juin 2003 : résultats budgétaires

L'excédent budgétaire estimatif de juin 2003 s'établit à 2,6 milliards de dollars, en baisse de 1,2 milliard par rapport à juin 2002. Les revenus budgétaires (16,5 milliards de dollars) ont reculé de 0,5 milliard, ou 3,0 %, recul principalement attribuable à la baisse de l'impôt des sociétés et d'autres revenus.

- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,3 %. Les résultats de juin comprennent les acomptes provisionnels trimestriels versés principalement par des travailleurs autonomes et des retraités. Ces paiements ont été légèrement inférieurs cette année, principalement en raison des revenus moins élevés au titre de l'intérêt et des dividendes, ce qui a été plus que compensé par la hausse des remises fiscales sur le revenu d'emploi, traduisant l'augmentation du nombre de travailleurs.
- Les revenus tirés de l'impôt des sociétés ont reculé de 0,5 milliard de dollars, ou 22,1 %, soit une baisse marquée par rapport aux gains importants réalisés d'une année sur l'autre qui ont été enregistrés à chacun des deux mois précédents. La baisse d'une année sur l'autre est attribuable à des acomptes provisionnels moins élevés et à des remboursements plus élevés. Comme on le signale dans le budget de 2003, les données utilisées pour convertir ces revenus en fonction de la comptabilité d'exercice ne pouvaient être obtenues à temps pour présenter les états financiers. En conséquence, des chiffres établis selon la comptabilité de caisse ont été utilisés pour procéder à une approximation des données selon la comptabilité d'exercice.
- Les revenus au titre des taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, ou 9,2 %, traduisant principalement les revenus supérieurs au titre de la taxe sur les produits et services (TPS), en hausse de 0,4 milliard, ou 16,3 %, qui sont principalement attribuables à l'échelonnement des dates. Chaque mois, les sommes reçues sont utilisées en remplacement des produits à recevoir, des rajustements étant apportés en fin d'exercice.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont reculé légèrement en raison de la réduction du taux de cotisation (le taux salarial est passé à 2,10 $ par tranche de 100 $ de gains assurables en 2003, contre 2,20 $ en 2002).

- Les autres revenus, soit les revenus des sociétés d'État, de la vente de produits et services et des opérations de change, ont reculé de 0,3 milliard de dollars, ou 22,8 %.

D'une année sur l'autre, les dépenses de programmes en juin 2003 ont été de 0,9 milliard de dollars, ou 9,1 %, supérieures à celles enregistrées en juin 2002. Toutes les principales composantes ont affiché des augmentations, sauf les dépenses de la défense.

Les paiements de transfert ont augmenté de 0,5 milliard de dollars, ou 8,5 %, d'une année sur l'autre.

- Les principaux transferts aux particuliers, composés de prestations aux aînés et de prestations d'assurance-emploi, ont marqué une hausse de 149 millions de dollars, ou 4,8 %. L'augmentation des prestations aux aînés tient compte du nombre accru de personnes admissibles aux prestations et du montant moyen supérieur des prestations, qui est indexé en fonction de l'inflation. La majoration des prestations d'assurance-emploi s'explique par la hausse des prestations ordinaires, en raison de l'augmentation du nombre de prestataires.
- Les principaux transferts aux autres administrations, composés du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS), de transferts fiscaux et de paiements de remplacement pour programmes permanents, sont en hausse de 106 millions de dollars, ou 4,4 %. Cette augmentation d'une année sur l'autre est attribuable à l'augmentation des transferts en espèces dans le cadre du TCSPS, aux termes de l'entente conclue en février 2003 par les premiers ministres pour accroître l'aide financière et la faire passer de 18,6 milliards en 2002-2003 à 20,3 milliards en 2003-2004, et à la réduction des recouvrements au titre des paiements de remplacement pour programmes permanents. Les transferts fiscaux, à savoir la péréquation, les paiements aux gouvernement territoriaux, les subventions prévues par la loi et les Recouvrements au titre du Programme d'allocations aux jeunes, ont été inférieurs en raison de paiements de transferts moins élevés au titre de la péréquation découlant de l'amélioration du développement économique des provinces admissibles.
- Les subventions et autres transferts ont augmenté de 286 millions de dollars, principalement sous l'effet des mesures budgétaires.

Les autres dépenses de programmes se composent de frais de fonctionnement des ministères et organismes, dont la défense et les sociétés d'État. D'une année sur l'autre, ces dépenses ont augmenté de 0,4 milliard de dollars, ou 10,1 %, à cause de la hausse des frais de fonctionnement et des mesures stratégiques annoncées dans les budgets antérieurs.

Les frais de la dette publique ont reculé de 0,2 milliard de dollars, ou 7,3 %, ce qui s'explique à la fois par la diminution de l'encours de la dette portant intérêt et par la baisse du taux d'intérêt effectif moyen en vigueur sur cette dette.

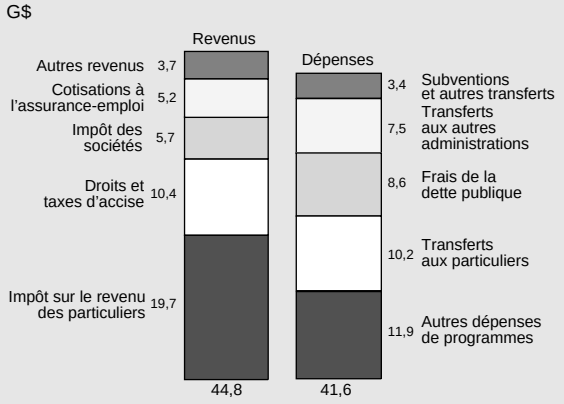
D'avril à juin 2003 : résultats budgétaires

Au cours des trois premiers mois de l'exercice 2003-2004, l'excédent budgétaire s'est fixé à 3,2 milliards de dollars, soit un recul de 0,2 milliard d'une année sur l'autre par rapport à un excédent de 3,4 milliards enregistré pour la période correspondante de l'exercice précédent.

D'une année sur l'autre, les revenus budgétaires ont augmenté de 1,5 milliard de dollars, ou 3,3 %.

- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, ou 1,1 %, surtout à cause de l'augmentation des remises fiscales sur le revenu d'emploi. Cette hausse découle de l'augmentation du nombre d'emplois et, par conséquent, du nombre de contribuables par rapport à l'exercice précédent. L'incidence nette de cette augmentation des revenus tirés de l'impôt sur le revenu d'emploi a été quelque peu atténuée par la réduction de

Revenus et dépenses
(d'avril à juin 2003)



l'impôt versé par les déclarants trimestriels et l'incidence de la réduction des taux d'imposition annoncée dans les budgets antérieurs.

- Les revenus provenant de l'impôt des sociétés ont enregistré une hausse de 0,5 milliard de dollars, ou 10,1 %, sous l'effet d'acomptes provisionnels supérieurs – traduisant une forte majoration des bénéfices des sociétés en 2003 – et de remboursements inférieurs. Les taux d'imposition moins élevés, annoncés dans les budgets antérieurs, ont atténué la hausse générale.
- Les revenus au titre des taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,7 milliard de dollars, ou 6,7 %, toutes les composantes, autres que les droits de douane à l'importation, ayant progressé. Les revenus au titre de la TPS ont affiché une hausse de 0,7 milliard, ou 10,1 %, principalement en raison d'une augmentation des rentrées brutes, traduisant la forte demande de consommation soutenue et des remboursements légèrement inférieurs.
- Les prestations d'assurance-emploi sont demeurées essentiellement les mêmes, la réduction des taux de cotisation ayant compensé l'incidence de la hausse du nombre de travailleurs.
- Les autres revenus sont demeurés essentiellement les mêmes.

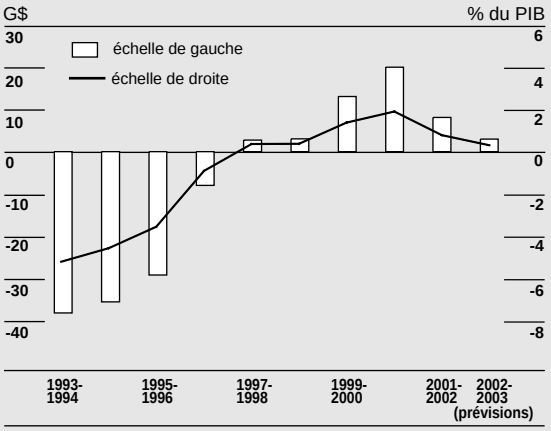
D'une année sur l'autre, les dépenses de programmes pour la période d'avril à juin 2003 ont augmenté de 2,3 milliards de dollars, ou 7,4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les paiements de transfert ont progressé de 1,3 milliard de dollars, ou 6,5 %.

- Les principaux transferts aux particuliers, composés de prestations aux aînés et de prestations d'assurance-emploi, ont marqué une hausse de 0,3 milliard de dollars, ou 3,3 %, par suite d'augmentations enregistrées dans les deux composantes.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,4 milliard de dollars, ou 5,5 %, principalement en raison de l'augmentation des droits en vertu du programme du TCSPS.
- Les subventions et autres transferts ont augmenté de 0,6 milliard de dollars, ou 20,5 %, principalement sous l'effet des mesures budgétaires.

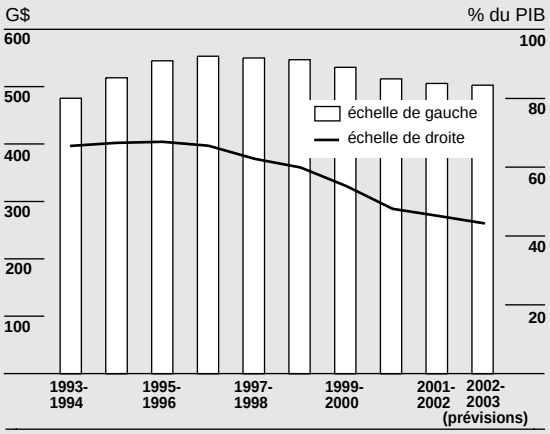
Les autres dépenses de programmes ont progressé de 1,0 milliard de dollars, ou 9,0 %. Dans cette composante, les dépenses au titre de la défense ont reculé, traduisant des dépenses supérieures liées à la sécurité au cours des premiers mois de 2002-2003. La majoration des dépenses des sociétés d'État et de toutes les autres dépenses de programmes des ministères et organismes est principalement attribuable à l'augmentation des frais de fonctionnement ainsi qu'aux mesures stratégiques annoncées dans les budgets antérieurs.

Solde budgétaire



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Besoins financiers de 10,4 milliards de dollars pour la période d'avril à juin 2003

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. En outre, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles l'État exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou les besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure dépend non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des opérations d'investissement de l'État (acquisitions d'immobilisations, prêts, dotations en capital et avances) et d'autres opérations, comme le paiement des comptes créditeurs et la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou les besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 13,6 milliards de dollars au cours des trois premiers mois de 2003-2004, en hausse de 1,6 milliard par rapport aux besoins de la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse traduit principalement des transferts en espèces à des fonds d'affectation spéciale créés dans le budget de 2003 au titre du supplément en espèces du TCSPS (2,5 milliards de dollars) et au Fonds pour l'équipement diagnostique et médical (1,5 milliard). L'incidence de ces paiements a été quelque peu atténuée par des besoins inférieurs au titre des opérations de change au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. L'obligation de verser ces transferts aux fonds émane de l'exercice 2002-2003 et a influé sur le solde budgétaire de cet exercice. Les paiements en espèces n'ont donc eu aucune incidence sur le solde budgétaire de juin 2003.

En raison d'un excédent budgétaire de 3,2 milliards de dollars et de besoins nets de 13,6 milliards au titre des opérations non budgétaires, les besoins financiers se sont établis à 10,4 milliards de dollars pour la période d'avril à juin 2003, en hausse de 1,9 milliard par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Montant net des activités de financement en hausse de 0,3 milliard de dollars

Ces besoins financiers de 10,4 milliards de dollars ont été financés par une réduction de l'encaisse du gouvernement se chiffrant à 10,1 milliards et une augmentation de 0,3 milliard au titre des activités nettes de financement du gouvernement, par suite d'une augmentation des engagements au titre des comptes de pension de retraite et d'autres comptes. Les opérations de la dette non échue, soit les emprunts libellés en dollars canadiens et en devises, ont été inférieures. Le niveau des soldes de caisse varie d'un mois à l'autre, en fonction d'un certain nombre de facteurs, notamment l'échéance périodique de grands titres d'emprunt, qui peut fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. Les soldes de trésorerie à la fin de juin 2003 étaient de 4,6 milliards de dollars.

Tableau 1
État sommaire des opérations

	juin		d'avril à juin	
	2002	2003	2002-2003	2003-2004
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	16 969	16 458	43 351	44 801
Dépenses				
Dépenses de programmes	-10 024	-10 935	-30 706	-32 982
Frais de la dette publique	-3 142	-2 914	-9 231	-8 621
Solde budgétaire (déficit ou excédent)[1]	3 803	2 609	3 414	3 198
Opérations non budgétaires	-7 512	-9 757	-11 912	-13 553
Ressources ou besoins financiers	-3 709	-7 148	-8 498	-10 355
Variation nette dans les activités de financement	-4 167	-3 225	1 526	272
Variation nette dans l'encaisse	-7 876	-10 373	-6 972	-10 083
Encaisse à la fin de la période			4 979	4 621

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

[1] En vertu de la comptabilité d'exercice modifiée, un excédent de 4,0 milliards de dollars a été enregistré en juin 2002.

Tableau 2
Revenus budgétaires

	juin			d'avril à juin		
	2002	2003	variation	2002-2003	2003-2004	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Impôt sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	8 365	8 391	0,3	19 496	19 706	1,1
Impôt sur le revenu des sociétés	2 149	1 674	-22,1	5 205	5 731	10,1
Autres impôts sur le revenu	163	95	-41,7	532	589	10,7
Total des impôts sur le revenu	10 677	10 160	-4,8	25 233	26 026	3,1
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 209	2 570	16,3	6 602	7 268	10,1
Droit de douane à l'importation	314	216	-31,2	802	669	-16,6
Taxes de vente et d'accise	762	819	7,5	2 285	2 345	2,6
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	48	36	-25,0	75	132	76,0
Total des taxes et droits d'accise	3 333	3 641	9,2	9 764	10 414	6,7
Total des revenus fiscaux	14 010	13 801	-1,5	34 997	36 440	4,1
Cotisations d'assurance-emploi	1 729	1 708	-1,2	5 240	5 241	0,0
Autres revenus	1 230	949	-22,8	3 114	3 120	0,2
Total des revenus budgétaires	16 969	16 458	-3,0	43 351	44 801	3,3

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	juin			d'avril à juin		
	2002	2003	variation	2002-2003	2003-2004	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 132	2 224	4,3	6 406	6 633	3,5
Prestations d'assurance-emploi	1 001	1 058	5,7	3 472	3 571	2,9
Total	3 133	3 282	4,8	9 878	10 204	3,3
Autres ordres de gouvernement						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 550	1 691	9,1	4 650	5 075	9,1
Transferts fiscaux	1 056	1 002	-5,1	3 096	3 004	-3,0
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-210	-191	-9,0	-630	-573	-9,0
Total	2 396	2 502	4,4	7 116	7 506	5,5
Dépenses de programmes directes						
Subventions et autres transferts						
Agriculture	7	12	71,4	64	19	-70,3
Affaires étrangères	88	137	55,7	213	435	104,2
Santé	82	80	-2,4	324	326	0,6
Développement des ressources humaines	95	110	15,8	275	341	24,0
Affaires indiennes et du Nord	300	343	14,3	1 163	1 252	7,7
Industrie et développement régional	148	204	37,8	317	434	36,9
Autres	125	245	96,0	484	615	27,1
Total	845	1 131	33,8	2 840	3 422	20,5
Total des paiements de transfert	6 374	6 915	8,5	19 834	21 132	6,5
Autres dépenses de programmes						
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	74	102	37,8	332	366	10,2
Société canadienne d'hypothèques et de logement	159	152	-4,4	489	570	16,6
Autres	116	120	3,4	476	546	14,7
Total	349	374	7,2	1 297	1 482	14,3
Défense	979	915	-6,5	2 608	2 552	-2,1
Tous les autres ministères et organismes	2 322	2 731	17,6	6 967	7 816	12,2
Total des autres dépenses de programmes	3 650	4 020	10,1	10 872	11 850	9,0
Total des dépenses de programmes	10 024	10 935	9,1	30 706	32 982	7,4
Frais de la dette publique	3 142	2 914	-7,3	9 231	8 621	-6,6
Total des dépenses budgétaires	13 166	13 849	5,2	39 937	41 603	4,2

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	juin		d'avril à juin	
	2002	2003	2002-2003	2003-2004
		(M$)		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	3 803	2 609	3 414	3 198
Opérations non budgétaires				
Immobilisations	-146	-191	-337	-398
Autres investissements	108	-21	101	-145
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	-6 911	-10 173	-10 557	-13 841
Opérations de change	-757	420	-1 721	207
Amortissements des immobilisations corporelles	194	208	602	624
Total des autres opérations	-7 474	-9 545	-11 676	-13 010
Total des opérations non budgétaires	-7 512	-9 757	-11 912	-13 553
Ressources ou besoins financiers nets	-3 709	-7 148	-8 498	-10 355

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	juin		d'avril à juin	
	2002	2003	2002-2003	2003-2004
		(M$)		
Ressources ou besoins financiers nets	-3 709	-7 148	-8 498	-10 355
Augmentation (+)/diminution (-) nettes dans les activités de financement				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	-3 897	-3 705	-6 053	-3 065
Bons du Trésor	700	400	8 700	2 900
Obligations d'épargne du Canada	-161	-158	-312	-390
Autres	-6	182	-8	177
Total	-3 364	-3 281	2 327	-378
Payables en devises	-55	80	-249	-152
Total	-3 419	-3 201	2 078	-530
Comptes de pension et autres comptes	-748	-24	-552	802
Variation nette dans les activités de financement	-4 167	-3 225	1 526	272
Variation dans l'encaisse	-7 876	-10 373	-6 972	-10 083

La revue financière

Note aux lecteurs

Depuis avril 2003, *La revue financière* présente les résultats financiers selon la comptabilité d'exercice intégrale. La nouvelle présentation a nécessité la refonte des résultats mensuels publiés précédemment pour 2002-2003. Elle a aussi entraîné un certain nombre de modifications au chapitre de la classification et de la terminologie. L'état de l'actif et du passif sera présenté dès que les résultats définitifs de 2002-2003 seront publiés.

Dans le cadre du budget de 2003, le gouvernement a mis en œuvre l'engagement de présenter ses états financiers suivant la comptabilité d'exercice intégrale. Auparavant, ces derniers étaient préparés d'après la comptabilité d'exercice modifiée. La comptabilité d'exercice intégrale permet de présenter un état plus complet de l'actif et du passif, et de donner une image plus claire de la situation financière du gouvernement. Selon la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale, le solde budgétaire reflète mieux l'évolution de la conjoncture économique, plutôt que d'être à la remorque des événements de l'exercice précédent.

Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public de l'Institut Canadien des Comptables Agréés recommande que les instances supérieures des administrations publiques adoptent cette norme comptable. Celle-ci a aussi été fortement recommandée par le vérificateur général du Canada et le Comité permanent des comptes publics de la Chambre des communes.

Le passage à la comptabilité d'exercice intégrale a une incidence surtout sur les revenus fiscaux et sur les actifs non financiers (les immobilisations). Les revenus fiscaux sont désormais comptabilisées dans la période à laquelle ils se rapportent, et non lorsqu'ils sont reçus, comme c'était le cas avec la méthode modifiée. D'après la comptabilité d'exercice intégrale, le coût des immobilisations est maintenant réparti sur la période de vie utile de ces actifs. Selon la méthode modifiée, ces coûts étaient constatés durant l'année de leur acquisition. Pour de plus amples renseignements sur la mise en œuvre et l'incidence de la comptabilité d'exercice intégrale, voir l'annexe 6 du *Plan budgétaire de 2003*, à l'adresse www.fin.gc.ca.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Peter DeVries au (613) 996-7397.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Septembre 2003